



Etude de rémunérations 2011-2012

ROBERT HALF JURIDIQUE & FISCAL

Notre division est spécialisée dans le recrutement de professionnels hautement qualifiés pour tous les postes de Juristes et Fiscalistes.

Notre division intervient auprès d'un large éventail d'entreprises (industries, services, banques, assurance...) et de cabinets d'avocats d'affaires pour le recrutement de professionnels à différents niveaux d'expérience notamment dans des domaines variés tels que :

- Le Droit des Contrats
- Le Droit des Sociétés
- Le Droit Economique (de la concurrence, de la distribution...)
- Le Droit des Assurances
- Le Droit International et Européen des Affaires
- Le Droit Financier (Droit Bancaire, financements structurés, OPCVM...)
- Le Droit des NTIC
- Le Droit Social
- Le Droit Public
- La Fiscalité nationale et internationale

TENDANCE DU MARCHÉ

2011 est belle et bien l'année de la relance pour le marché de l'emploi juridique et fiscal. Les premiers mois se sont avérés particulièrement dynamiques notamment sur les fonctions juridiques. Cette tendance porteuse est essentiellement marquée sur des positions dites de « middle management ». Les entreprises qui avaient gelé leurs recrutements pendant la crise, évitant de remplacer des collaborateurs sur le départ, reconstruisent aujourd'hui leurs équipes au fur et à mesure d'un retour vers la croissance et la rentabilité de leurs activités. D'autres, toujours en phase de restructuration ou réorganisation, lancent à nouveau des recrutements pour trouver des ressources indispensables qu'elles n'ont plus en interne. L'ensemble des secteurs d'activité bénéficie de cette reprise dans les faits et/ou dans les intentions de recrutement.

Même si ce marché de l'emploi se retourne, les entreprises se montrent toujours très exigeantes quant à la qualité des profils qu'elles recherchent. Afficher une grande polyvalence technique ou à l'inverse des compétences très spécifiques, avoir des connaissances sectorielles avérées, démontrer des capacités relationnelles et partager les valeurs de l'entreprise sont autant d'atouts nécessaires à minima pour séduire les recruteurs. Les processus de sélection sont de fait toujours longs, au risque de perdre quelques candidats lassés par l'absence de décision.

Autre phénomène marquant des mois qui se sont écoulés : la recrudescence des contre-offres faites aux cadres démissionnaires. Lorsqu'un salarié démissionne, c'est rarement le bon moment pour son entreprise. Certaines entreprises n'ont pas anticipé toutes les conséquences de la sortie de crise. La fuite de talents en est une sérieuse. Il est tentant pour les managers du salarié démissionnaire d'essayer de le retenir en lui faisant une contre-offre. Cette démarche est rarement effectuée pour les « bonnes raisons » : le plus souvent, elle permet à l'entreprise de « gagner du temps ». Le collaborateur qui fait finalement le choix de rester a de très grandes chances de retrouver quelques mois plus tard les raisons qui l'avaient poussé à rechercher initialement un nouvel emploi. Malheureusement, 9 fois sur 10, les collaborateurs qui acceptent une contre-offre, alors qu'ils avaient fait la démarche de trouver un nouvel emploi, se remettent en recherche active dans l'année suivante.

Quelques entreprises ont parfois du mal à prendre conscience de l'amélioration des conditions du marché et manquent de flexibilité quant à la négociation salariale, sans toutefois mettre en péril leurs grilles de rémunérations, au risque de voir le candidat choisi décliner la proposition qui lui est faite.

C'est dans ce cadre que nous vous proposons de découvrir notre dernière étude de rémunérations.

Directeur Juridique (H/F)

Généralement rattaché à la Direction Générale, au Secrétariat Général, parfois à la Direction Financière, le Directeur Juridique est responsable de tous les aspects juridiques de la vie de l'entreprise notamment sur la connaissance des réglementations à respecter sur différents aspects du droit : droit des sociétés, des contrats, des affaires, de la propriété, des marques, droit social, droit fiscal... Lorsque l'entreprise est cotée, il s'assure également qu'elle respecte bien les règles imposées par les autorités des marchés financiers.

Conseil et support de l'ensemble des directions opérationnelles et fonctionnelles de l'entreprise, il propose différentes orientations pratiques tout en évitant un risque juridique excessif.

Il a la responsabilité du suivi de tous les contentieux et des relations avec le monde judiciaire : avocats, tribunaux, administrations, etc. Pour mener à bien l'ensemble de ses missions, il s'appuie sur une équipe de juristes spécialisés. Dans les PME/PMI, le poste de Directeur Juridique prend le plus souvent l'appellation de responsable juridique sans que celle-ci sous-entende forcément la notion d'encadrement.

Depuis plusieurs années, son rôle s'avère de plus en plus stratégique et incontournable pour l'entreprise. Cette évolution est notamment due à la multiplication récente des normes et réglementations : Bâle III, Solvency 2, Loi de Sécurité Financière... de fait, le Directeur Juridique est devenu un acteur indissociable de la gestion du risque de l'entreprise.

Juriste Généraliste (H/F)

Rattaché à une Direction juridique ou parfois à une direction financière en PME, le Juriste Généraliste exerce un rôle préventif et polyvalent en vue de limiter les risques légaux auxquels son entreprise pourrait être exposée. Il a pour vocation de :

- Veiller à l'application de la loi auprès de tous les services de l'entreprise
- Défendre les intérêts de l'entreprise en cas de litiges ou de contentieux
- Conseiller les équipes opérationnelles et la Direction Générale sur des questions de droit.

Le Juriste Généraliste est un spécialiste du droit des affaires. Il intervient régulièrement sur des problématiques de droit des contrats (rédaction / validation de contrats clients, de conditions générales d'achat et de vente...) mais il est également très sollicité sur des sujets de droit des sociétés et de droit commercial, parfois de droit social.

Il peut s'appuyer sur le support de cabinet d'avocats lors de la gestion de dossiers contentieux et de la réalisation d'opérations exceptionnelles (opérations de fusion-acquisition-cession par exemple).

	CA < 100 M€	100 M€ < CA < 500 M€	500 M€ < CA < 2 Md€
Salaire Fixe Brut Annuel	65.000 – 90.000 €	80.000 – 120.000 €	110.000 – 150.000 €

Profil

Les Directeurs Juridiques peuvent avoir des formations initiales assez différentes : Master 2 en Droit des Affaires ou Droit des Contrats. D'autres ont une double formation, une école de commerce puis un Master 2 en Droit. Les qualités requises pour évoluer dans ce type de responsabilités sont la rigueur, la méthode, la capacité d'analyse et de synthèse, le sens de l'écoute et du conseil, de grandes aptitudes relationnelles et l'aptitude à intégrer les problématiques opérationnelles liées au monde de l'entreprise.

Plusieurs éléments majeurs peuvent avoir un impact sur les niveaux de rémunération des Directeurs Juridiques ; la taille de l'entreprise, le périmètre géré (national ou international), la taille de l'équipe encadrée...

	1 à 3 ans	3 à 5 ans	5 à 7 ans
Salaire Fixe Brut Annuel	30.000 – 35.000 €	38.000 – 45.000 €	45.000 – 55.000 €

Profil

Diplômé d'un 3^{ème} cycle en droit des affaires, le Juriste Généraliste a acquis une première expérience en entreprise ou en cabinet et démontre sa polyvalence et sa capacité à intervenir sur des sujets variés. Au-delà des connaissances en droit, les qualités majeures recherchées pour ce type de profil sont :

- le sens de la communication et de l'écoute
- du pragmatisme
- un esprit de synthèse et d'analyse
- des qualités rédactionnelles
- une capacité d'adaptation
- de la rigueur et de l'organisation.

Juriste Droit des Contrats (H/F)

Le Juriste Droit des Contrats assiste et conseille la direction des achats et les directions opérationnelles de l'entreprise en matière de droit des contrats. En matière de rédaction des contrats, son rôle consiste à collecter l'ensemble des informations nécessaires auprès des directions opérationnelles, être en veille sur d'éventuelles évolutions en matière de droit des contrats, rédiger les contrats pour les fournisseurs, clients et partenaires de l'entreprise, parfois en plusieurs langues...

Il intervient également dans la préparation des réponses aux appels d'offres en support des opérationnels et dans certaines négociations de contrats clients et fournisseurs.

Parfois impliqué dans des processus d'achats internationaux, ses compétences en matière de droit international, droit des douanes et des transports internationaux, ou encore droit des affaires internationales seront plus valorisées.

Dans le cadre d'intervention sur des contrats de service et/ou de sous-traitance, son expertise en droit de la propriété industrielle ou de droit de la propriété intellectuelle (brevet de R&D) sera davantage prise en compte par l'entreprise. Dans les organismes publics, le Juriste Droit des Contrats doit posséder une connaissance parfaite du code des marchés publics. Il est souvent spécialisé en droit public et compétent dans les procédures à mettre en œuvre.

	1 à 3 ans	3 à 5 ans	5 à 7 ans
Salaire Fixe Brut Annuel	30.000 – 35.000 €	38.000 – 45.000 €	45.000 – 55.000 €

Profil

Diplômé d'un 3^{ème} cycle en Droit des Affaires et/ou LLM pour les profils plus internationaux, le Juriste Droit des Contrats possède une bonne connaissance de l'entreprise et de son organisation. La maîtrise de l'anglais est souvent indispensable. Il présente par ailleurs :

- des capacités rédactionnelles avérées
- un sens du détail et de la rigueur
- une grande écoute
- des aptitudes à la négociation
- une souplesse dans le respect du cadre juridique.

Juriste Droit des Sociétés (H/F)

Le Juriste Droit des Sociétés est un spécialiste de la « vie » de l'entreprise, de sa création à sa liquidation en passant par des étapes telles que des fusions, des acquisitions, des augmentations de capital... Il a donc la responsabilité de l'ensemble des tâches ayant trait au secrétariat juridique de l'entreprise mais peut également intervenir dans toutes les opérations exceptionnelles qui viennent modifier la structure de sa société, notamment les opérations de haut de bilan (dans ce dernier cas, les rémunérations observées sont un peu plus élevées).

Profil

Diplômé d'un 3^{ème} cycle en Droit des Affaires et/ou d'une école de commerce, il a idéalement acquis une première expérience soit dans le département fusion-acquisition d'un cabinet d'avocats, soit en entreprise.

	1 à 3 ans	3 à 5 ans	5 à 7 ans
Salaire Fixe Brut Annuel	35.000 – 42.000 €	42.000 – 50.000 €	50.000 – 60.000 €

Juriste Droit Social (H/F)

Souvent rattaché à une Direction des Ressources Humaines, le Juriste Droit Social apporte son support à l'ensemble des directions d'une entreprise en matière de législation du travail.

Dans le cadre des relations individuelles du travail, il est en charge de :

- la rédaction des contrats de travail
- le traitement des dossiers de sanctions disciplinaires et de licenciement
- les négociations de transactions
- la gestion des contentieux portés devant les Prud'hommes et la relation avec les avocats

En matière de relations collectives, il doit :

- Préparer et organiser les réunions avec les instances représentatives du personnel : CE, CHSCT, délégués du personnel
- Communiquer de façon formelle et institutionnelle au sein de l'entreprise sur les changements ayant un impact en matière de droit du travail ou de convention collective.

	1 à 3 ans	3 à 5 ans	5 à 7 ans
Salaire Fixe Brut Annuel	30.000 – 35.000 €	35.000 – 42.000 €	42.000 – 50.000 €

Il peut être également sollicité sur des problématiques ou des projets liés aux ressources humaines telles que la gestion du temps de travail. Il peut aussi s'occuper des problèmes de protection sociale et de la formation du personnel. En support à une Direction Générale, il peut également intervenir sur des sujets stratégiques : restructuration, délocalisation, plans sociaux...

Profil

Diplômé d'une formation juridique bac+4/5 spécialisée en Droit Social/Droit du Travail, le Juriste en Droit Social possède une bonne maîtrise du code du travail. L'approche pragmatique de ses prérogatives et non pas uniquement théorique lui permet d'asseoir sa crédibilité auprès de tous ses interlocuteurs. Il présente des qualités de rigueur, d'analyse, de synthèse. Il est par ailleurs force de proposition et apporteur de solutions. Ses qualités relationnelles sont indéniables.

Juriste Marchés Financiers (H/F)

Le Juriste Marchés Financiers est un spécialiste pointu du droit bancaire, s'inscrivant dans une approche par ligne de produits ou zone géographique. Il est en relation aussi bien avec les équipes opérationnelles qu'avec les fonctions support (finance, conformité, contrôle des risques...).

L'importance de son rôle n'a cessé de croître avec la globalisation des marchés financiers, la complexité des opérations financières et l'évolution des réglementations.

Il peut avoir essentiellement un rôle de :

- contrôle lorsqu'il est rattaché à une autorité de marché telle que l'AMF, la SEC... Il est alors chargé d'être en veille sur les pratiques boursières des opérateurs et le cas échéant de préconiser des sanctions ;
- conseil dans les établissements bancaires notamment dans la structuration des produits ;
- support à la négociation de contrats et suivi de leur correcte application ;
- gestion des litiges

	1 à 3 ans	3 à 5 ans	5 à 7 ans
Salaire Fixe Brut Annuel	38.000 – 45.000 €	45.000 – 55.000 €	55.000 – 65.000 €

Profil

Il est titulaire d'un Master II Droit des Affaires, Droit Bancaire et Financier ou d'un master Juriste d'Entreprise spécialisée «Commerce et Finance». La double compétence droit et gestion financière est très appréciée. Une bonne maîtrise de l'anglais est exigée.

Juriste Droit Public (H/F)

Le Juriste en Droit Public intervient essentiellement dans des entreprises dont l'activité est partiellement ou totalement tournée vers les marchés publics et dont les clients sont l'Etat, les collectivités locales, des institutions ou groupements spécifiquement rattachés au droit public. On le trouve également dans ces mêmes organismes publics.

A ce titre son rôle est :

- d'apporter son support aux opérationnels dans les réponses aux appels d'offres (ou leur élaboration) et la rédaction des contrats ;
- de suivre la bonne exécution contractuelle et réglementaire des projets en portefeuille ;
- de gérer les éventuels contentieux en liaison avec des cabinets d'avocats.

Profil

De formation supérieure en Droit Public des Affaires, il maîtrise les procédures d'achat des organismes publics.

Il présente de réelles compétences rédactionnelles et relationnelles.

	1 à 3 ans	3 à 5 ans	5 à 7 ans
Salaire Fixe Brut Annuel	30.000 – 35.000 €	35.000 – 40.000 €	40.000 – 50.000 €

Juriste Droit des Assurances (H/F)

Ce spécialiste veille au respect du droit lors de la réalisation d'opérations d'assurance. D'un point de vue juridique, il valide différents dossiers qui traitent de l'élaboration des contrats jusqu'à la gestion des sinistres (amiables, contentieux), et apporte son expertise juridique sur des études ponctuelles (évolutions du contenu des contrats, création de documents d'information sur les produits...).

Dans le détail, il est en charge :

- d'étudier des projets de contrat d'assurance
- de garantir la validité des produits et opérations d'assurance
- de suivre la gestion des sinistres : analyse des faits, contacts avec les experts, stratégie de règlement
- d'instruire les dossiers en contentieux voire de participer à des procédures judiciaires
- d'apporter un conseil auprès des directions de l'entreprise sur l'analyse et la prévention des risques
- d'assurer une veille sur l'évolution de la législation des opérations d'assurance et des jurisprudences...

	1 à 3 ans	3 à 5 ans	5 à 7 ans
Salaire Fixe Brut Annuel	30.000 – 35.000 €	35.000 – 40.000 €	40.000 – 50.000 €

Profil

Diplômé d'un Master 2 en Droit des Assurances ou plus spécialisé par rapport à un secteur (droit de la construction par exemple), le Juriste Droit des Assurances possède également des connaissances en droit civil, pénal, droit du travail spécifiques à certaines opérations d'assurance (biens, responsabilité, santé, vie). Il garde l'esprit ouvert à la coopération et à la négociation de façon à trouver la solution la plus adaptée, au meilleur coût, pour l'assureur et l'assuré. Son excellent relationnel et son sens du travail en équipe lui permettent de coordonner l'intervention de nombreux acteurs. Sa circonspection, son bon sens et son objectivité, le font travailler avec prudence et discrétion sur les dossiers traités.

Compliance Officer (H/F)

Souvent rattaché à la Direction Générale, le « Compliance Officer » est le spécialiste de la gestion des risques d'une organisation (entreprise, association, établissement bancaire...).

Ses principales missions sont :

- mettre en œuvre les règles de déontologie et de contrôle interne
- veiller à ce que l'entreprise soit en conformité avec toutes les réglementations en vigueur sur le plan local et international,
- mener des audits (juridique, technique, comptable, organisationnel...),
- lutter contre la fraude, le blanchiment d'argent et les transactions terroristes
- établir et documenter les procédures et méthodologies concernant les activités de l'entreprise,
- former les salariés à la bonne compréhension et application des procédures.

Profil

De formation supérieure spécialisée dans le droit bancaire et financier de type Master, il possède une expérience confirmée dans le domaine du Contrôle, de l'Audit ou de la Conformité.

	3 à 5 ans	5 à 7 ans	7 ans et +
Salaire Fixe Brut Annuel	45.000 – 65.000 €	65.000 – 80.000 €	80.000 € et +

Fiscaliste (H/F)

Très souvent rattaché à la Direction Fiscale ou à la Direction Financière, parfois à un secrétariat général ou à une direction générale, le fiscaliste supervise toutes les problématiques fiscales, locales et/ou internationales de sa société.

Son rôle est donc :

- d'être en veille sur les évolutions de la législation fiscale, de la réglementation et d'émettre des alertes sur tout risque fiscal qu'il identifierait ;
- d'optimiser la fiscalité de sa société ou de son groupe ;
- de conseiller les directions opérationnelles sur l'ensemble de leurs actions pouvant avoir un impact fiscal ;
- de piloter les éventuels contrôles fiscaux et de gérer les contentieux.

	1 à 3 ans	3 à 5 ans	5 à 7 ans	7 ans et +
Salaire Fixe Brut Annuel	40.000 – 50.000 €	50.000 – 60.000 €	60.000 – 80.000 €* 80.000 €*	80.000 € et +*

* : en fonction de la taille de l'entreprise

Profil

Le Fiscaliste est souvent diplômé d'une Ecole de Commerce ou d'un 3^{ème} cycle universitaire avec une spécialisation finance ou fiscalité. Il peut avoir débuté son parcours professionnel en cabinet d'avocats, ce qui représentera ensuite lors de son intégration en entreprise un avantage sur le plan de la rémunération. De même la dimension internationale dans son poste peut venir impacter sensiblement (à la hausse) son niveau de rémunération.

PLUS DE 360 BUREAUX A TRAVERS LE MONDE Hammersmith Hamburg Antwerp Birmingham Phoenix
Brussels Kingston Bakersfield Genoa Lyon New York Oakland San Jose Los Angeles Denver Tampa
Frankfurt Coral Gables Orlando Stuttgart Rio de Janeiro Munich Wiesbaden Turin Tokyo Miami
New Orleans Honolulu San Francisco Portland Vienna Lille Davenport Nantes Liege Oakbrook
Overland Park Luxembourg Columbia Louisville Atlanta Liverpool Milton Keynes London
Nottingham Berlin Richmond San Diego Baltimore Braintree Paris Cambridge Springfield Boston
Melbourne Chapel Hill Syracuse Charlotte Hong Kong Manchester Ghent Columbus Rome Memphis
Eindhoven Chicago Milan Lancaster Philadelphia Prague Pittsburgh Providence Charleston
Zurich Vancouver Richmond Seattle Tacoma Middleton Salt Lake City Milwaukee Sydney
Brisbane Burlington Singapore Dallas Ottawa Montreal Toronto Dubai El Paso North York

UNE DIVISION DE ROBERT HALF

PARIS

21 boulevard Haussmann
75009 Paris
Tél. : 01 55 04 18 18
Fax : 01 55 04 18 39
paris-juridique@roberthalf.fr



Robert Half a été élue « Entreprise où il fait bon travailler, 2011 »

www.roberthalf.fr



Robert Half[®]
Juridique & Fiscal